

1937 : Le mouvement libertaire français et la révolution espagnole

9 février 2017

Quand le 19 juillet 1936 les masses ouvrières d'Espagne, organisées principalement au sein de la CNT-FAI, répondent au soulèvement militaire, les libertaires français laissent exploser leur enthousiasme. Divisé jusqu'alors, le mouvement anarchiste hexagonal, dont les principales organisations sont l'Union anarchiste (UA), la CGT-SR (syndicaliste révolutionnaire) et la Fédération anarchiste de langue française (FAF), s'unit. Actes de solidarité active se succèdent, des volontaires franchissent la frontière combattre l'offensive franquiste.

Au lendemain de l'écrasement du pronunciamiento (coup d'État) dans une grande partie de l'Espagne, *Le Combat Syndicaliste*, l'organe de la CGT-SR, la branche anarcho-syndicaliste du mouvement libertaire français, titrait en une : « *Devant la Révolution espagnole : fascistes bas les pattes !* » En parallèle, le bureau confédéral (BC) de la CGT-SR envoyait le communiqué suivant : « *À la CNT, à la FAI, aux travailleurs : le BC de la CGT-SR est fier de constater que ce sont les travailleurs de la CNT-FAI qui ont été les facteurs décisifs de la lutte contre le fléau fasciste. Il a la conviction qu'à la faveur de cet événement la CNT saura s'emparer de la gestion économique et sociale du pays et instaurer le communisme libertaire.* »

Une raison d'exister

L'enthousiasme des libertaires français devant les événements espagnols et ses réalisations révolutionnaires s'explique par la chance historique qu'elle représente pour eux.

La CGT-SR, comme l'UA et la FAF, ont du mal à faire entendre leur voix en France. Le poids du PCF et de la SFIO est tel dans le mouvement ouvrier que les libertaires et leurs idéaux sont méconnus. On a eu encore, il y a peu, la preuve de l'impuissance des libertaires français face aux événements. Lors des grèves de mai-juin 1936, les appels de ceux-ci qui dénonçaient les accords de Matignon et appelaient la classe ouvrière à poursuivre les occupations d'usine et à mettre la machine économique en marche sous le contrôle des travailleurs et des travailleuses, n'avaient eu que peu d'échos face aux directives du PCF. Ce dernier, par l'entremise, de son dirigeant Maurice Thorez, avait convaincu les travailleurs qu'il fallait savoir « terminer une grève ». Et tout le monde était rentré à la maison.

L'historien Jean-Pierre Roux résume cette chance historique que représente la révolution espagnole : « *Au-delà des Pyrénées, pour la première fois, les idées anarcho-syndicalistes s'expérimentent à grande échelle. Il s'agit donc de ne pas laisser cette chance historique, de démontrer, face au communisme dévoyé par le bolchevisme, l'actualité et la valeur d'un idéal individuel et communautaire.* » Face à la politique de non-intervention de Léon Blum et l'arrêt d'envois d'armes à l'Espagne républicaine, à partir du 8 août 1936, les libertaires français savent qu'ils ne devront compter que sur eux. Le gouvernement Blum est accusé « *d'avoir porté un coup de poignard dans le dos de la révolution espagnole* ». Qu'à cela ne tienne, « *la parole reste donc au prolétariat lui-même* », concluent-ils.

Souscriptions et causeries

À l'appel de la CNT-FAI, les organisations libertaires françaises s'unissent afin de faire face ensemble à l'énorme travail de solidarité. En août 1936, naît ainsi le Comité anarcho-syndicaliste pour la défense du prolétariat espagnol (CASDLPE). Faisant table rase de ses divisions, l'heure est à l'unité : l'enjeu espagnol est de taille. En effet, pour Pierre Besnard, leader de la CGT-SR, une victoire libertaire en Espagne, pourrait avoir des conséquences considérables au niveau international. Dans une Europe en proie aux appétits grandissants des États autoritaires, et en premier chef, l'Allemagne de Hitler, la donne changerait radicalement, si un vent révolutionnaire devait venir souffler d'outre-Pyrénées.

Le CASDLPE publie un appel où il invite les compagnons de province à mettre sur pied des comités similaires afin de coordonner l'effort de solidarité autour de Paris. Bientôt, ce seront plus de vingt-cinq comités locaux et centres de ravitaillements qui couvriront le territoire. En novembre 1936, le CASDLPE sera même étendu à la Belgique.

Un journal hebdomadaire d'information, *L'Espagne antifasciste*, est créé afin de faire face à la désinformation des journaux de gauche, *L'Humanité* ou *Le Populaire*, comme ceux des journaux contrôlés par le groupe Havas « *aux ordres des puissances fascistes* » selon le CASDLPE. Au reste, toujours dans un souci d'information, le CASDLPE diffuse des films fournis par les services de propagande de la CNT-FAI, des expositions sont organisées (« *L'Espagne antifasciste* »), des affiches (« *Des armes pour l'Espagne antifasciste !* ») sont éditées, des brochures publiées.

Dans le cadre spécifique de la solidarité, le CASDLPE organise différentes souscriptions et collectes d'argent auprès des adhérents libertaires mais aussi auprès des collègues au travail. La CGT-SR, qui est membre de l'AIT, et dont Pierre Besnard gère le secrétariat, n'est pas en reste. Une souscription est mise en place au sein de l'Internationale anarcho-syndicaliste. Des collectes d'un autre type sont aussi organisées. Elles sont destinées aux familles des militants et militantes libertaires parti.es comme volontaires combattre en Espagne. Dans ce cas-là, l'argent récolté va d'une part auprès du

volontaire, via des envois de colis, et de l'autre vers sa famille (car bien souvent le salaire familial dépend du mari).

En dehors des collectes et souscriptions, un énorme effort de propagande est réalisé à travers la tenue de dizaines de meetings (que l'on appelle à l'époque des « causeries »). Le succès de ces meetings est réel. À Paris, les meetings du CASDLPE alternent et se succèdent dans les salles de la Mutualité et de Wagram. Le 26 août 1936, plus de 5 000 personnes assistent et vibrent ainsi aux exploits de la « *glorieuse CNT-FAI* ».

« Des armes pour l'Espagne ! »

Malgré l'engouement pour les meetings, et malgré le franc succès des souscriptions, le problème majeur qui subsiste encore est le manque d'armes. Ce constat est sans cesse relayé dans la presse libertaire. Et de fait, si les colonnes communistes et socialistes sur les fronts bénéficient d'un armement qui, à défaut d'être moderne, est relativement abondant, il n'en est pas de même pour celles de la CNT-FAI. Contre cet état de fait, la CGT-SR multiplie les appels pour « armer la révolution ».

Plus que la politique de non-intervention du gouvernement Blum, c'est l'embargo sur les armes qui pose problème. En effet, comment passer des armes en Espagne ? Les frontières sont bien gardées par la police, et si elle tolère jusqu'à un certain point le passage des hommes, des femmes et des vêtements en direction de l'Espagne, elle n'en exerce pas moins un contrôle strict du transit d'armes. Dine, militant de la CGT-SR à Toulon est ainsi arrêté à la frontière franco-espagnole en possession « *d'un certain nombre d'automatiques, exactement onze* ». Accusé de « *trafic d'armes* », lors de son procès, le juge d'instruction lui demandant d'expliquer son geste, il répond avec humour : « *Apporter ces armes de la même façon que l'on apporte des fleurs à la femme d'un ami pour lui faire plaisir.* » Cet argument ne suffira pas à convaincre ses juges. Il est condamné à quatre mois de prison.

Les libertaires, malgré les difficultés, mettent sur pied des réseaux afin d'acheminer des armes sur le territoire espagnole. Nicolas Faucier, militant de l'Union des anarchistes, témoigne, évoquant le rôle stratégique de la ville de Perpignan : « *Plusieurs camions de 4 à 5 tonnes circulaient chaque semaine entre Paris et Barcelone, transportant vivres, vêtements et médicaments, le tout camouflant armes et munitions de plus en plus efficaces et de plus en plus importantes.* »

Le trafic d'armes est, néanmoins, largement insuffisant pour couvrir les énormes besoins que nécessite la lutte antifasciste. La CGT-SR a beau adopté lors de son VI^e Congrès une motion demandant au gouvernement Blum la levée de l'embargo sur les armes, les frontières restent fermées au passage d'armes. Bientôt le passage même des hommes et des femmes sera scrupuleusement réglementé.

Volontaires et comités de liaison

La fermeture des frontières ne dissuade pas, pour autant, tous les élans de solidarité qui naissent en Europe et en France. C'est ainsi que plusieurs centaines de libertaires français se retrouvent sur le sol espagnol. Parmi eux, les plus nombreux sont les exilés espagnols et italiens qui avaient fui depuis les années 1920 les dictatures de Primo de Rivera et de Mussolini.

Le départ des volontaires se fait le plus souvent en groupe. Afin d'éviter toute tentative d'infiltration ou de noyautage des milices sur le front, un contrôle efficace est pris en charge par les CAS. Tout individu désirant se rendre en Espagne, combattre dans les colonnes de la CNT-FAI, doit au préalable se faire recenser par les comités de soutien français. Ces comités délivrent, et sont les seuls habilités à le faire, un certificat attestant l'activité militante du candidat. Ce filtrage est rendu nécessaire par les événements. La CNT-FAI craint les « mouchards » et recommande la plus grande vigilance aux CAS.

Munis de lettres de recommandation des CAS, les volontaires se dirigent vers les villes frontières où s'effectuent les passages : Bourg-Madame et Cerbère. De l'autre côté de la frontière, ils sont accueillis au siège de la CNT-FAI. Là, ils sont logés dans un des hôtels réquisitionnés par les AS espagnols, qui leur fournissent un laissez-passer qui porte le cachet de la CNT-FAI. La prochaine étape sera la caserne Pedralbes où ils seront aguerris au maniement des armes.

Sur le front, si des militants et militantes libertaires de France rejoignent la Colonne de fer ou celle d'Ortiz, la plupart sont affectés à la Colonne Durruti sur le front d'Aragon. C'est le cas de Sail Mohamed. Né en Kabylie, il est chauffeur mécanicien de profession et actif à la commission « indigène » de la CGT-SR. Arrivé en septembre 1936 en Espagne, il est nommé commandant de la section française (la centurie Sébastien Faure) du groupe international de la Colonne Durruti.

Si une partie des volontaires sur le sol espagnol rejoint le front, la majeure partie d'entre eux sont néanmoins affectés à des tâches non militaires, en particulier à un travail de solidarité effective depuis deux centres : Barcelone et Puigcerdá, sièges des comités de liaison de langue française. Leur but : accueillir les volontaires et les réfugiés fuyant l'avancée des armées de Franco, jouer un rôle d'intermédiaire entre la CNT-FAI et les organisations libertaires françaises, diffuser des informations en direction de la France.

Le Comité de liaison de Barcelone est situé au siège régional de la CNT-FAI et fut créé en juillet 1936 sous les auspices du comité régional de la CNT-FAI. Ce comité regroupe des militants et militantes de la CGT-SR mais aussi de l'UA et de la FAF. C'est au siège de ce comité que résident les délégués permanents de la CGT-SR auprès de la CNT-FAI. Parmi eux, nous retrouvons l'anarcho-syndicaliste Aristide Lapeyre. Il a pour fonction la gestion du bureau de propagande de la CNT-FAI en direction de la France et des

miliciens de langue française. Il intervient régulièrement sur les ondes de la radio de la CNT-FAI pour remonter le moral des volontaires français. Il envoie, enfin, toutes les semaines des nouvelles venues des différents fronts à la rédaction du *Combat syndicaliste*, reproduites sous la rubrique « Informations d'Espagne ».

Les libertaires français se déchirent

Le comité de liaison de Barcelone, comme celui d'ailleurs de Puigcerdá, existeront jusqu'à mai 1937. À cette date, des dissensions internes, en particulier entre la CGT-SR et la CNT-FAI aboutissent à leurs dissolutions. C'est que la révolution espagnole ne se résume pas, pour les libertaires français, à se montrer solidaires des camarades espagnols. Et si l'œuvre sociale de cette révolution, comme l'idée de combattre le fascisme les armes à la main, enthousiasment les militants et militantes de la CGT-SR, de l'UA et de la FAF, il n'en est pas de même quant aux prises de positions politiques de la direction de la CNT-FAI.

En effet, la participation gouvernementale de la CNT-FAI aux gouvernements de la Generalitat de Catalogne et de Madrid, en octobre et novembre 1936, est appréciée de manière différente. Pour les libertaires espagnols, il s'agit ponctuellement d'adhérer au Front populaire antifasciste le temps de battre les armées de Franco. Pour la CGT-SR et la FAF, l'alliance des forces révolutionnaires (CNT-FAI, POUM) et des défenseurs de l'ordre républicain (communistes, modérés, socialistes, catalanistes) est une erreur fondamentale. Alliance interclassiste, elle met, par là même, en danger le devenir de la révolution sociale.

La dissolution du comité des milices antifascistes puis des différentes institutions révolutionnaires comme les événements de mai 37 ne font que renforcer le fossé entre l'axe CGT-SR/FAF et la direction de la CNT-FAI. Un fossé qui aura de lourdes conséquences au sein du mouvement libertaire français, l'UA (à l'exception de Sébastien Faure), au contraire, adoptant une position acritique vis à vis des renoncements et trahisons de cette même direction de la CNT-FAI [*1].

Jérémie Berthuin (AL Gard)

*1 1936-1939 : les anarchistes français face aux errements de la Révolution espagnole

7 décembre 2006

Le 4 novembre 1936, quatre ministres anarcho-syndicalistes entraînent dans le gouvernement de l'État républicain espagnol. Dans l'Espagne en pleine guerre civile et révolution, c'est le coup de tonnerre. Les anarchistes de l'Hexagone, engagés à 100 % dans le soutien à la CNT-FAI, sont abasourdis. L'évaluation de la stratégie à suivre en Espagne va entraîner de violentes polémiques.

Le 19 juillet 1936, l'armée tente un coup d'État contre le gouvernement Front populaire de Madrid. Si ce dernier n'est pas balayé, il ne le doit qu'à l'insurrection de la classe ouvrière qui s'oppose aux fascistes les armes à la main. Dans le chaos qui accompagne les débuts de la guerre civile, des centaines d'usines sont reprises en main par les travailleuses et les travailleurs, de grands domaines agricoles sont collectivisés, et c'est une véritable révolution sociale qui s'opère sous l'impulsion des militantes et des militants de la CNT, la plus puissante centrale anarcho-syndicaliste du monde, avec plus de 1 million d'adhérents.

Dans les semaines qui suivent, en France, c'est le branle-bas de combat. L'Union anarchiste (UA) et son hebdomadaire *Le Libertaire*, la Fédération anarchiste de langue française (FAF) et son mensuel *Terre libre*, enfin la CGT syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR) et son mensuel *Le Combat syndicaliste* [*1], s'engagent à fond dans le soutien à l'Espagne libertaire en formant pour cela un Comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol (CASDLPE). Bientôt des meetings sont organisés partout, des fonds collectés et expédiés à Barcelone, des dizaines de militantes et de militants français partent s'engager sur le front d'Aragon où se battent les milices anarchistes. Les militants communistes libertaires de l'UA, Charles Ridet et Charles Carpentier, vont même y cofonder le Groupe international de la colonne Durruti [*2].

Les choses se dégradent à partir de l'automne 1936.

Depuis le début de la guerre, l'État républicain a vu, avec angoisse, la montée d'un pouvoir populaire concurrent du sien : entreprises autogérées, collectivités agraires, municipalités libres, milices antifascistes armées hors de son contrôle. Il n'échappe à personne que l'obsession de l'appareil d'État est moins de combattre les fascistes que de « rétablir l'ordre » sur le territoire républicain. Dès l'été 1936, depuis le front, Charles Ridet écrit dans *Le Libertaire* : « *L'enthousiasme est sans bornes. [...] La seule difficulté, ce sont les attermoissements de la Généralité [de Catalogne], lésinant sur les armes, les hommes et le matériel, freinant, traînant, parfois refusant. Le gouvernement redoute une victoire sur Saragosse [*3] qui serait le coup fatal à la sédition militaire. Ce serait ensuite un énergique nettoyage de la Navarre par les troupes confédérales et l'assurance que la CNT verrait son influence devenir prépondérante.* » [*4]

Face à l'État bourgeois qui sabote des milices jugées aussi dangereuses pour les fascistes que pour lui-même, la CNT-FAI se trouve placée devant un dilemme : soit tenter le putsch, soit faire « profil bas » pour mettre la bourgeoisie (et Paris, et Londres, et Moscou) en confiance, et obtenir des armes. C'est le second choix qui l'emporte. En septembre, la CNT accepte de participer au gouvernement de la Généralité de Catalogne. En novembre, elle entre au gouvernement central, avec quatre ministres. C'est un gouvernement bourgeois, d'« union sacrée » antifasciste, comprenant également 6 socialistes, 2 communistes et 6 républicains centristes de divers partis.

Dans le même temps, la CNT accepte la « militarisation » des milices, ce qui revient à placer la force de frappe anarchiste sous l'autorité de l'État.

Dans le mouvement anarchiste international, c'est d'abord l'incrédulité. Ce sera bientôt la consternation. Une consternation qui ira croissant puisque les directions de la CNT et de la FAI, en faisant ce choix politique, accompagneront purement et simplement la liquidation de la révolution par le gouvernement républicain et les staliniens – l'URSS préférant la victoire du fascisme en Espagne au triomphe d'une révolution libertaire. La multiplication des erreurs de la direction cénétiste, la trahison de la base, la mise au pas des contestataires en interne (notamment les Jeunesses libertaires ou la tendance dite des « Amis de Durruti »), la dérive dans une « union sacrée » antifasciste aclassiste, voire carrément ancrée dans le patriotisme, mèneront le mouvement libertaire ibérique à la limite de l'implosion [*5].

Rien de tout cela n'est ignoré des anarchistes français qui suivent de très près tous les événements d'Espagne. Mais face au « gouvernementalisme » de la CNT-FAI, les libertaires français vont se diviser.

La principale organisation libertaire française, l'UA, choisit tactiquement de s'interdire toute critique publique et se lance dans un soutien activiste à la CNT-FAI. Dès octobre 1936, répondant à une demande de la CNT qui trouve l'action du CASDLPE trop limitée, elle s'efforce d'élargir le soutien au-delà des rangs libertaires. Bientôt elle impulse le Comité pour l'Espagne libre (CEL), puis la section française de la Solidarité internationale antifasciste (SIA), pilotés par l'infatigable Louis Lecoïn. Les deux associations remporteront un succès de masse – 40.000 adhérentes et adhérents à la SIA en 1938 –, et permettront d'assurer une importante aide aux libertaires espagnols, organisant jusqu'à cinq convois de matériel par semaine en direction du front.

Première attitude : activisme humanitaire et autocensure

Pour les besoins de la campagne, Lecoïn et l'UA coopèrent avec des forces issues de la gauche syndicale et politique (à l'exclusion, à une exception près, des staliniens) et parviennent ainsi à organiser des meetings de masse : 15.000 auditeurs au Vel' d'Hiv' en octobre 1936, 12.000 encore en juin 1937, 10.000 au gymnase Japy en décembre de la même année. C'est la méthode du « carnet d'adresses » chère à Louis Lecoïn depuis la campagne en faveur de Sacco et Vanzetti dix ans auparavant, et qui consiste à aligner des signatures prestigieuses au bas de manifestes, ou une brochette de personnalités susceptibles d'attirer des foules dans les meetings. Pour l'Espagne libre, voisineront ainsi des orateurs de l'UA bien sûr mais aussi de la CNT, de la FAI, du POUM, de la Généralité de Catalogne, de la CGT, de la SFIO, et de sa tendance interne Gauche révolutionnaire, de la Ligue des droits de l'homme, etc. La méthode rencontre un succès certain, mais semble parfois passer par-dessus bord le minimum d'éthique et de cohérence politique. Ainsi lorsque le 6 décembre 1936, le stalinien Marcel Cachin

est invité à la tribune, cela provoque un concert de protestations dans les rangs libertaires.

En fait, l'activisme humanitaire permet à l'UA d'esquiver les questions politiques brûlantes. Cela ne va d'ailleurs pas sans de forts remous en interne et, au congrès tenu fin octobre 1937, le jeune Charles Ridet, revenu du front d'Aragon, exprime avec fougue ses critiques. Il s'attire une réponse cinglante de Louis Lecoin, qui le traite de « poumiste » [*6].

Au bout du compte, le congrès décide que toute critique tendant à affaiblir la solidarité avec la CNT-FAI « est à bannir de nos rangs ». Suite à cela, Ridet démissionne, convaincu que c'est l'ensemble de l'anarchisme qui a besoin d'être révisé.

En réalité, l'UA n'a pas été totalement acritique. Si elle s'est autocensurée en public, elle a fait part de ses vives réserves à plusieurs reprises à la CNT, « entre camarades » [*7].

Cette attitude qui se veut vertueuse va cependant nuire à l'UA qui, de plus en plus, va s'enfoncer dans des contradictions insurmontables. Le tout jeune Georges Fontenis, qui commence alors à courir les meetings libertaires, est désagréablement surpris par « *les tristes protestations des orateurs médiocres, incapables de répondre clairement aux questions du public, notamment en ce qui concerne la participation à des gouvernements bourgeois des leaders anarchistes espagnols* ». [*8]

La FAF prend, elle, l'exact contre-pied de la politique de l'UA. *Le Libertaire* s'autocensure ? *Terre libre* va se déchaîner. La petite UA ne se sent « pas le droit » de critiquer l'immense CNT ? La minuscule FAF va au contraire revendiquer haut et fort son « droit de critique ». L'UA veut élargir la campagne de soutien ? La FAF ne veut traiter qu'avec des anarchistes pur sucre.

Deuxième attitude : dénonciation outrancière et isolationnisme

Le grand mérite de la FAF aura été de faire connaître en France la contestation interne à la CNT – les Jeunesses libertaires ou la tendance des « Amis de Durruti ». Mais le tandem qui a la haute main sur *Terre libre*, Voline et André Prudhommeaux, emploie un ton si outrancier, abreuvant d'insultes la direction de la CNT-FAI et l'UA, qu'il indispose de nombreuses et nombreux libertaires, y compris au sein de la FAF. [*9]

En réalité, les deux principaux rédacteurs de *Terre libre* ne sont pas exactement représentatifs de la pensée de la FAF, et tendent à confisquer l'expression de l'organisation. Mais en bons synthésistes, ils observent le primat de la « responsabilité individuelle » sur la « responsabilité collective » : chacun fait ce qu'il veut avec le journal collectif !

Cependant la FAF mélange un peu tout. Elle confond le refus du gouvernementalisme et le refus du frontisme. Si ses critiques de la CNT sont légitimes, son refus de toute

coopération avec des non-libertaires pour porter secours aux Espagnols va la conduire à un isolationnisme de plus en plus stérile. En fait, elle a une tendance à mythifier la puissance de l'anarchisme ibérique, et à imaginer que le prolétariat lui est entièrement acquis, ce qui la rend aveugle aux nuances, et sourde aux arguments sur les compromis que la CNT-FAI s'est crue obligée de passer [*10].

Début 1939, Paul Lapeyre, qui a pris ses distances, fera un bilan sévère de cette posture. Les attaques incessantes contre la CNT-FAI, la SIA ou l'UA avaient brouillé les priorités, et instauré non pas un état d'esprit combatif, mais au contraire cynique ou résigné. Selon lui, pour cette raison, beaucoup de militants de la FAF et de la CGT-SR avaient jeté l'éponge, convaincus qu'il n'y avait pas de différence entre Franco et l'État républicain [*11].

Voilà comment, alors que ses analyses avaient sans doute été les plus justes, l'action de la FAF a été vaine, voire contre-productive.

Troisième attitude : soutien critique

À partir d'octobre 1936, la CGT-SR, à l'instar de la FAF, critique la politique de capitulation de la direction cénétiste, mais elle le fait avec davantage de prudence. La CGT-SR tient en effet à maintenir l'unité de l'Association internationale des travailleurs, l'internationale anarcho-syndicaliste, dont la CNT représente le fer de lance. Loin des articles au vitriol de Prudhommeaux, les articles du *Combat syndicaliste*, par la plume de Pierre Besnard ou Alexandre Schapiro, emploient le ton du « conseil amical ».

Cependant, les errements de la direction cénétiste et le recul de la révolution en Espagne aggravent les tensions au sein de l'AIT, dont Pierre Besnard est, par ailleurs, secrétaire général. Dans les pages du *Combat Syndicaliste*, les « conseils » se font de plus en plus pressants et de moins en moins amicaux. Le plénum de l'AIT qui se tient à Paris du 11 au 13 juin 1937 tourne quasiment au procès de la CNT – ce qui déplaît évidemment fortement à la « glorieuse confederación ».

Ni autocensure comme à l'UA, ni outrance stérile comme à la FAF, la CGT-SR semble avoir trouvé la voie d'un « soutien critique » à la Révolution espagnole. Le soutien matériel qu'elle apporte aux Espagnols est pourtant limité par son sectarisme. Comme la FAF, elle veut rester « entre anarchistes ». La CNT a pourtant besoin d'une importante aide matérielle et il est évident que le mouvement anarchiste français (et international) ne peut seul y suffire. D'où l'impulsion de la Solidarité internationale antifasciste (SIA) qui connaîtra un grand succès mais que le secrétariat de la CGT-SR boudera obstinément. Il y a, de ce point de vue, conflit d'intérêt entre la CNT et la CGT-SR : si la CNT a besoin d'aide et se fiche que l'argent collecté soit « réformiste » ou « révolutionnaire », la CGT-SR veut, elle, conserver, en France, une sorte de « monopole anarcho-syndicaliste » sur cette vitrine qu'est la Révolution espagnole.

Finalement, excédée par les critiques sans fin de sa petite sœur française, la CNT finit par taper du poing sur la table. Le 2 septembre 1937, *Le Combat syndicaliste* publie une réponse pleine de morgue du secrétaire général de la CNT, Mariano Vázquez : « *De quel droit nous censure-t-on ? Avec quelle autorité nous parle-t-on de “principes immaculés” ? [...] Seuls peuvent nous parler d’anarchie ceux qui comptent dans leur vie une liste de sacrifices supérieure à celle des anarchistes espagnols [...]. Sachez prendre la responsabilité de vos actes, de vos paroles, de vos attitudes, et ne nous donnez pas l’occasion de vous dire un jour, durement : Taisez-vous, insensés car, en définitive, vous êtes les seuls traîtres à la cause du prolétariat mondial par votre incompréhension et votre sectarisme.* » [*12]

Pour finir, au congrès extraordinaire de l’AIT en décembre 1937, la CNT reprend l’Internationale en main. Ayant agité la menace de la quitter [*13], ce qui l’aurait réduite à néant, les autres sections s’inclinent : une « résolution sur l’autodiscipline » est votée par le congrès, chaque section s’engageant à ne faire aucune critique publique de la CNT espagnole. Dans le même élan, Pierre Besnard est évincé du poste de secrétaire général et remplacé par l’Espagnol Horacio Prieto. L’AIT est « normalisée » et, à partir de janvier 1938, *Le Combat syndicaliste* se contentera, la mort dans l’âme, de passer les communiqués officiels de la CNT.

Entre les trois organisations libertaires, les polémiques dureront jusqu’à la fin de la guerre, en 1939, avec une amertume d’autant plus forte qu’à partir de la fin 1937, il est évident que la révolution est condamnée, et qu’un redressement de la situation est devenu impossible.

Après 1945, le « gouvernementalisme » sera unanimement et ouvertement condamné par la Fédération anarchiste, dans laquelle s’étaient fondues l’ex-UA et l’ex-FAF [14] , la CNT en exil faisant elle-même majoritairement un bilan très négatif de ses erreurs durant la révolution.

Guillaume Davranche (AL Paris-Sud)

Notes:

[1] Sur ces organisations, lire « [Les Anarchistes et le Front populaire](#) », *Alternative libertaire*, juillet-août 2006.

[2] Pour une étude détaillée, lire Antoine Gimenez et les giménologues, [Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d’Espagne](#), L’Insomniaque, 2006.

[3] Saragosse était un bastion anarcho-syndicaliste, le plus important après Barcelone, tombé entre les mains des fascistes lors du pronunciamiento.

[4] *Le Libertaire*, 2 août 1936.

[5] Pour une critique de la politique des directions cénétiste et faïste durant la révolution, lire Miguel Amorós, *Durruti dans le labyrinthe*, L'Encyclopédie des nuisances, 2006.

[6] Témoignage rapporté par Georges Fontenis, 2006.

[7] David Berry, *An history of the French Anarchist Movement 1917-1945*, Greenwood Press, 2002. Lire également l'interview de Nicolas Faucier dans la revue *Les Œillets rouges* en 1986.

[8] Georges Fontenis, *Changer le monde. Histoire subversive du mouvement communiste libertaire*, éd. Le Coquelicot/Alternative libertaire, 1997.

[9] Berry, *op. cité*.

[10] Berry, *op. cité*.

[11] Berry, 2002. Lire également l'interview de Paul Lapeyre dans la revue *Les Œillets rouges* en 1986.

[12] Jérémie Berthuin, *La CGT-SR et la Révolution espagnole*, Éd. CNT-RP, 2000.

[13] Berthuin, *op. cité*.

[14] Cette Fédération anarchiste, dite « de 1945 », est l'ancêtre commun des actuelles FA et AL.